

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/204585]

25 AVRIL 2024. — Décret modifiant le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}, § 3, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, les mots " 87 à 89 du traité instituant la Communauté européenne " sont remplacés par les mots " 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ".

Art. 2. A l'article 2 du même décret, les mots " un siège d'exploitation situé " sont remplacés par les mots " une unité d'établissement, au sens de l'article I.2, 16°, du Code de droit économique, située ".

Art. 3. L'article 3 du même décret est remplacé par ce qui suit : " Art. 3. Les incitants prennent la forme d'une prime à l'investissement ou d'une exonération du précompte immobilier. La prime à l'investissement et l'exonération du précompte immobilier peuvent être cumulées.

Ils sont attribués en vertu de décisions unilatérales et les modalités d'octroi des incitants font l'objet d'une décision ou d'une convention conclue entre les parties.

Les incitants sont octroyés dans le respect des règles en matière d'aides d'État, prises sur le fondement de l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Pour un même programme d'investissements, l'entreprise ne cumule pas le bénéfice des incitants avec des aides obtenues en vertu d'autres législations ou réglementations régionales en vigueur.

Par dérogation à l'alinéa 4, les incitants peuvent être cumulés avec des fonds européens ou avec des financements accordés par les sociétés visées par le décret du 19 octobre 2022 relatif aux sociétés régionales de développement économique et aux sociétés spécialisées. "

Art. 4. L'article 4 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 6 avril 2023, est remplacé par ce qui suit : " Art. 4. Pour bénéficier des incitants, l'entreprise est :

1° soit une personne physique exerçant une profession indépendante ou une association formée entre ces personnes;

2° soit une des sociétés énumérées à l'article 1: 5, § 2, du Code des sociétés et des associations ou constituées en vertu du droit d'un État membre de l'Union européenne;

3° soit une association sans but lucratif visée au Livre 9 du Code des sociétés et des associations qui a une unité d'établissement visée à l'article I.2, 16°, du Code de droit économique, en Région wallonne :

a) qui est assujettie à la T.V.A.;

b) qui exerce une activité économique, à savoir une activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné;

c) dont le financement d'origine publique ne dépasse pas cinquante pour cent en dehors des aides à l'emploi.

La personne morale de droit public et l'association de communes quelle que soit sa forme juridique sont exclues du bénéfice des incitants prévus par le présent décret. L'entreprise qui est qualifiée de pouvoir adjudicateur au sens de l'article 2, 1°, de la loi du 17 juin 2016 sur les marchés publics est assimilée à la personne morale de droit public. "

Art. 5. Dans l'article 5, alinéa 5, du même décret, les mots ", après une évaluation qu'il effectue au moins tous les trois ans sur la base, notamment, des rapports remis annuellement au Conseil régional wallon, " sont remplacés par les mots ", sur base de l'évaluation visée à l'article 18, ".

Art. 6. L'article 6 du même décret est remplacé par ce qui suit : " Art. 6. Le Gouvernement peut octroyer des incitants à l'entreprise ayant au moins une unité d'établissement en Région wallonne et qui réalise un programme d'investissements qui poursuit un ou plusieurs des objectifs de protection de l'environnement y compris l'utilisation durable de l'énergie suivants :

1° réduire ou prévenir la pollution, les incidences négatives sur l'environnement ou une autre atteinte au milieu physique en ce compris à l'air, à l'eau et aux sols, aux écosystèmes ou aux ressources naturelles due aux activités humaines, y compris les mesures visant à atténuer le changement climatique ou réduire le risque d'une telle atteinte;

2° protéger et restaurer la biodiversité ou entraîner une utilisation plus rationnelle des ressources naturelles, en favorisant l'économie d'énergie et le recours à des sources d'énergie renouvelables, à toute technique destinée à réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'autres polluants, ou à des modèles d'économie circulaire afin de réduire l'utilisation de matières premières et d'accroître les gains d'efficacité;

3° renforcer la capacité d'adaptation et réduire autant que possible la vulnérabilité à l'égard des effets climatiques. ”.

Art. 7. L'article 7 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2018, est remplacé par ce qui suit : " Art. 7. Le Gouvernement définit les catégories d'investissements admissibles afin de rencontrer les objectifs énoncés à l'article 6. Il en précise les conditions et les modalités. ”.

Art. 8. Dans l'article 8 du même décret, les alinéas 2, 3 et 4 sont remplacés par ce qui suit : " La prime à l'investissement est exprimée en un pourcentage des coûts d'investissements admissibles et ne dépasse pas les taux d'intensité suivants :

1° cinquante pour cent en matière de protection de l'environnement;

2° quarante-cinq pour cent en matière d'utilisation durable de l'énergie.

Aux taux maximaux d'intensité fixés à l'alinéa 2, un bonus peut être accordé dans les cas déterminés par le Gouvernement et dans les limites suivantes :

1° cinq pour cent si l'entreprise se situe dans les zones couvertes par l'article 107, paragraphe 3, c), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

2° quinze pour cent si l'entreprise se situe dans les zones couvertes par l'article 107, paragraphe 3, a), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

3° dix pour cent s'il s'agit d'une moyenne entreprise;

4° vingt pour cent s'il s'agit d'une petite entreprise.

Le Gouvernement fixe les taux prévus aux alinéas 2 et 3 en fonction des catégories d'investissements qu'il définit en tenant compte des priorités de la politique régionale.

Les taux maximaux visés aux alinéas 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque l'incitant est octroyé dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence. ”.

Art. 9. A l'article 9 du même décret, les modifications suivantes sont apportées : 1° à l'alinéa 1^{er}, les mots " d'une durée maximale de cinq ans, " sont insérés entre les mots " une exonération du précompte immobilier " et les mots " afférent à ces immeubles ";

2° les alinéas 2 et 3 sont abrogés;

3° à l'alinéa 4, les mots " Les durées visées aux alinéas 2 et 3 sont calculées " sont remplacés par les mots " La durée visée à l'alinéa 1^{er} est calculée ”.

Art. 10. A l'article 11 du même décret, la phrase " Ceux-ci figurent dans la convention visée à l'article 3, alinéa 2. " est abrogée.

Art. 11. Dans l'article 14 du même décret, modifié par l'arrêté du 9 février 2006, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 12. Dans le même décret, il est inséré un article 14/1 rédigé comme suit : " Art. 14/1. Les délais prévus par le présent décret ou prévus en exécution du présent décret prennent cours le lendemain de la réception de la pièce à compter de laquelle il est prévu que le délai commence à courir.

Le jour de l'échéance est compté dans le délai.

Si le délai prend fin un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au premier jour ouvrable suivant.

Pour le calcul des délais, l'on entend par " le jour ouvrable " : tout jour, à l'exclusion des samedis, dimanches et jours fériés légaux. ”.

Art. 13. Dans l'article 15, § 2, phrase liminaire, du même décret, remplacé par le décret du 28 février 2019, les mots " ne sont pas liquidés ou " sont insérés entre les mots " les incitants visés à l'article 3 " et les mots " sont remboursés conformément au décret du 15 décembre 2011 ”.

Art. 14. L'article 17 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit : " En cas de procédure en réorganisation judiciaire, la liquidation de l'incitant est suspendue le temps de la procédure. ”.

Art. 15. Dans le même décret, il est inséré un article 17/1 rédigé comme suit : " Art. 17/1. § 1^{er}. Les décisions prises par ou en vertu du présent décret sont susceptibles de recours.

Sous peine d'irrecevabilité, l'entreprise introduit le recours devant le service désigné par le Gouvernement dans les trente jours ouvrables à compter de la réception de la décision.

§ 2. L'entreprise peut, si elle en fait la demande dans le recours, être entendue par le service désigné par le Gouvernement dans les formes prévues par le Gouvernement.

Le recours contient les moyens développés à l'encontre de la décision attaquée et une copie de cette décision sauf en cas de décision implicite.

Le recours à l'encontre de la décision attaquée n'est pas suspensif. ”.

Art. 16. Dans le même décret, il est inséré un chapitre III/1 intitulé " De la récolte et de la gestion des données ”.

Art. 17. Dans le chapitre III/1, inséré par l'article 16, il est inséré un article 17/2 rédigé comme suit : " Art. 17/2. Le service désigné par le Gouvernement est responsable du traitement des données à caractère personnel au sens de l'article 4, 7), du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE pour les traitements des données à caractère personnel qui sont nécessaires à l'analyse des dossiers. ”.

Art. 18. Dans le même chapitre III/1, il est inséré un article 17/3 rédigé comme suit : " Art. 17/3. Les catégories de données à caractère personnel susceptibles d'être traitées pour la mise en oeuvre du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont :

1° pour l'entreprise en personne physique, toutes les données qui se rapportent directement ou indirectement à la personne identifiée comme administratrice de l'entreprise nécessaire pour l'octroi de l'incitant ou le contrôle du respect des conditions de l'octroi et du maintien de cet incitant;

2° les données d'identification en ce compris d'identification électronique de la personne de contact;

3° les données d'identification du mandataire de l'entreprise;

4° l'activité de l'entreprise;

5° les données qui concernent le plan d'investissement;

6° les données relatives au traitement des demandes d'aide, incitants, ou indemnités;

7° les informations financières nécessaires à la gestion des paiements, en ce compris les données obtenues pour donner suite au calcul et au paiement des aides, des incitants ou des indemnités, et à l'exclusion des renseignements relatifs à leurs dettes;

8° pour les données concernant un bien immobilier, les données cadastrales ou relatives au bien;

9° les informations relatives aux aides sollicitées auprès d'autres pouvoirs publics;

10° les données relatives à la production d'énergie renouvelable ou à la consommation d'énergie.

Le Gouvernement peut préciser les données visées à l'alinéa 1^{er}. "

Art. 19. Dans le même chapitre III/1, il est inséré un article 17/4 rédigé comme suit : " Art. 17/4. Dans la limite de ce qui est nécessaire au regard des finalités respectives pour lesquelles elles sont traitées, les données à caractère personnel pertinentes pour attester du respect des conditions prévues par ou en vertu du présent décret sont communiquées :

1° aux fonctionnaires désignés par le Gouvernement conformément à l'article 1^{er}, 2°, du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementation pour le contrôle de l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution;

2° au Commissariat général au Tourisme afin de lui permettre de vérifier qu'il n'y a pas de double subventionnement d'une même entreprise pour le même objet;

3° aux services du Gouvernement qui traitent de matières connexes ou suivent les dossiers en récupération pour leur permettre de réaliser les contrôles et vérifications nécessaires à leur mission;

4° à l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers afin de lui permettre de vérifier quels sont les investissements étrangers réalisés sur le territoire de la Région wallonne.

Sauf les données à caractère personnel des audits et études, l'administration peut utiliser les données à des fins statistiques et d'information publiques. L'administration utilise le rapport et ces informations encodées de manière agrégée, pour la réalisation d'analyses statistiques, de cartes ou de rapports nécessaires à ses missions. Ils peuvent être transmis à tout service de l'administration, de manière spécifique, pour l'octroi de subvention, ou la délivrance de toute autorisation ou avis, sur demande motivée du service en question. "

Art. 20. Dans le même chapitre III/1, il est inséré un article 17/5 rédigé comme suit : " Art. 17/5. Sans préjudice de la charge de la preuve de la bonne utilisation de la prime à l'investissement et sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques visé à l'article 89 du Règlement (UE) 2016/679 précité, et conformément à l'article 5.1, e), du Règlement (UE) 2016/679 précité, le responsable du traitement visé à l'article 17/2 conserve les données à caractère personnel visées à l'article 17/3, pour le contrôle du respect des conditions légales de subventionnement pour les données à caractère personnel relatives à une subvention, durant une période de dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de la clôture définitive de l'exercice budgétaire et comptable dont relève la subvention.

La durée de conservation visée à l'alinéa 1^{er} est suspendue en cas d'action judiciaire ou administrative jusqu'à la pleine et complète exécution d'une décision non susceptible de recours. "

Art. 21. L'article 18 du même décret, modifié par le décret du 16 février 2017, est remplacé par ce qui suit : " Art. 18. Le Gouvernement informe annuellement le Conseil économique, social et environnemental de Wallonie et l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique des incitants octroyés via une diffusion sur le portail des services du Gouvernement.

Tous les cinq ans, le Gouvernement réalise une évaluation indépendante de l'impact des incitants octroyés en vertu du présent décret et la communique au Parlement wallon. "

Art. 22. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025. Le Gouvernement peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er}.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 25 avril 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

—————
Note

(1) *Session 2023-2024*

Documents du Parlement wallon, 1664 (2023-2024) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 24 avril 2024.

Discussion.

Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/204585]

25. APRIL 2024 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In Artikel 1 § 3 des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und der nachhaltigen Energiebenutzung bestimmt sind, wird die Wortfolge "87 bis 89 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft" durch die Wortfolge "107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 2 desselben Dekrets wird die Wortfolge "einen in der Region liegenden Betriebssitz" durch die Wortfolge "eine in der Region liegende Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2 Ziffer 16 des Wirtschaftsgesetzbuches" ersetzt.

Art. 3 - Artikel 3 desselben Dekrets wird wie folgt ersetzt: "Art. 3 - Die Anreize erfolgen in der Form einer Investitionsprämie oder einer Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug. Die Investitionsprämie und die Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug können kumuliert werden.

Sie werden kraft einseitiger Beschlüsse gewährt und die Modalitäten für die Gewährung der Anreize sind Gegenstand eines Beschlusses oder einer Vereinbarung, der bzw. die zwischen den Parteien abgeschlossen wird.

Die Anreize werden unter Einhaltung der Regeln für staatliche Beihilfen gewährt, die auf der Grundlage von Artikel 107 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union erlassen wurden.

Für ein gleiches Investitionsprogramm kumuliert der Betrieb nicht den Anspruch auf die Anreize mit den kraft sonstiger regionaler gültiger Gesetzgebungen oder Regelungen erhaltenen Anreizen.

Abweichend von Absatz 4 können die Anreize mit europäischen Fonds oder mit Finanzierungen kumuliert werden, die von Gesellschaften gewährt werden, die im Dekret vom 19. Oktober 2022 über regionale Gesellschaften für Wirtschaftsentwicklung und über spezialisierte Gesellschaften genannt werden. "

Art. 4 - Artikel 4 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 6. April 2023, wird durch Folgendes ersetzt: "Art. 4 - Um Anreize in Anspruch nehmen zu können, ist der Betrieb:

1° entweder eine natürliche Person, die einen selbstständigen Beruf ausübt, oder eine von diesen Personen gebildete Vereinigung;

2° oder eine der Gesellschaften, die in Artikel 1: 5 § 2 des Gesetzbuches über die Gesellschaften und Vereinigungen aufgelistet sind oder nach dem Recht eines Mitgliedstaats der Europäischen Union gegründet sind;

3° oder eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht im Sinne von Buch 9 des Gesetzbuches über die Gesellschaften und Vereinigungen, die eine Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2. Ziffer 16 des Wirtschaftsgesetzbuches in der Wallonischen Region hat:

a) die der MwSt. unterliegt;

b) die eine wirtschaftliche Tätigkeit ausübt, d.h. eine Tätigkeit, die darin besteht, auf einem bestimmten Markt Güter oder Dienstleistungen anzubieten;

c) deren Finanzierung aus öffentlichen Quellen, abgesehen von Beschäftigungsbeihilfen, nicht mehr als fünfzig Prozent beträgt.

Die öffentlich-rechtliche juristische Person und die Vereinigung von Gemeinden können, unabhängig von ihrer Rechtsform, die in dem vorliegenden Dekret vorgesehenen Anreize nicht in Anspruch nehmen. Der Betrieb, der als öffentlicher Auftraggeber im Sinne von Artikel 2 Ziffer 1 des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über das öffentliche Auftragswesen qualifiziert ist, wird der juristischen Person des öffentlichen Rechts gleichgestellt. "

Art. 5 - In Artikel 5 Absatz 5 desselben Dekrets wird die Wortfolge "Nach einer Bewertung, die die Regierung mindestens alle drei Jahre u.a. auf der Grundlage der jährlich dem Wallonischen Regionalrat übermittelten Berichte durchführt," durch die Wortfolge "Auf der Grundlage der in Artikel 18 genannten Bewertung" ersetzt.

Art. 6 - Artikel 6 desselben Dekrets wird wie folgt ersetzt: "Art. 6 - Die Regierung kann einem Betrieb der mindestens eine Niederlassungseinheit in der Wallonischen Region hat und ein Investitionsprogramm durchführt, das eines oder mehrere der folgenden Ziele des Umweltschutzes einschließlich der nachhaltigen Energienutzung verfolgt, Anreize gewähren:

1° die Verschmutzung, die negativen Umweltauswirkungen oder eine andere Beeinträchtigung der natürlichen Umwelt einschließlich Luft, Wasser und Boden, der Ökosysteme oder der natürlichen Ressourcen aufgrund menschlicher Tätigkeiten verringern oder verhindern, einschließlich Maßnahmen zur Abschwächung des Klimawandels oder zur Verringerung des Risikos einer solchen Beeinträchtigung;

2° die biologische Vielfalt schützen und wiederherstellen oder eine rationellere Nutzung der natürlichen Ressourcen bewirken, wobei die Energieeinsparung und die Nutzung von erneuerbaren Energiequellen, Techniken zur Verringerung der Emissionen von Treibhausgasen und anderen Schadstoffen oder von Modellen der Kreislaufwirtschaft gefördert werden, um die Nutzung von Rohstoffen zu verringern und Effizienzgewinne zu steigern;

3° die Anpassungsfähigkeit stärken und die Anfälligkeit gegenüber Klimaauswirkungen so weit wie möglich verringern. "

Art. 7 - Artikel 7 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, wird durch Folgendes ersetzt: "Art. 7 - Die Regierung legt die Kategorien der zulässigen Investitionen fest, um die in Artikel 6 genannten Ziele zu erreichen. Sie bestimmt deren Bedingungen und Modalitäten näher. "

Art. 8 - In Artikel 8 desselben Dekrets werden die Absätze 2, 3 und 4 durch Folgendes ersetzt: "Die Investitionsprämie wird als Prozentsatz der zulässigen Investitionskosten ausgedrückt und überschreitet die folgenden Intensitätssätze nicht:

1° fünfzig Prozent im Bereich des Umweltschutzes;

2° fünfundvierzig Prozent im Bereich der nachhaltigen Energienutzung.

Zu den in Absatz 2 festgelegten Höchstintensitätssätzen kann in den von der Regierung bestimmten Fällen und innerhalb der folgenden Grenzen ein Bonus gewährt werden:

1° fünf Prozent, wenn sich der Betrieb in den unter Artikel 107 Paragraph 3 Buchstabe c des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union fallenden Gebieten befindet;

2° fünfzehn Prozent, wenn sich der Betrieb in den unter Artikel 107 Paragraph 3 Buchstabe a des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union fallenden Gebieten befindet;

3° zehn Prozent, wenn es sich um einen Mittelbetrieb handelt;

4° zwanzig Prozent, wenn es sich um einen Kleinbetrieb handelt.

Die Regierung legt die in den Absätzen 2 und 3 vorgesehenen Sätze entsprechend den Investitionskategorien fest, die sie unter Berücksichtigung der Prioritäten der Regionalpolitik definiert.

Die in den Absätzen 2 und 3 genannten Höchstsätze gelten nicht, wenn der Anreiz im Rahmen eines Wettbewerbsverfahrens gewährt wird. "

Art. 9 - In Artikel 9 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen: 1° in Absatz 1 wird zwischen die Wortfolge "die Freistellung des Immobilienvorabzugs" und die Wortfolge "gilt für diejenigen Immobilien, die Gegenstand dieser Investitionen sind." die Wortfolge "mit einer Höchstdauer von fünf Jahren" eingefügt;

2° die Absätze 2 und 3 werden aufgehoben;

3° in Absatz 4 wird die Wortfolge "Die in Absätzen 2 und 3 erwähnten Zeitspannen sind" durch die Wortfolge "Die in Absatz 1 erwähnte Zeitspanne ist" ersetzt.

Art. 10 - In Artikel 11 desselben Dekrets wird der Satz "Diese sind in der in Artikel 3, Absatz 2 erwähnten Vereinbarung angeführt." aufgehoben.

Art. 11 - In Artikel 14 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006, wird Absatz 3 aufgehoben.

Art. 12 - In demselben Dekret wird ein Artikel 14/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Art. 14/1 - Die im vorliegenden Dekret vorgesehenen oder bei der Ausführung des vorliegenden Dekrets vorgesehenen Daten laufen ab dem Tag, der auf den Tag des Erhalts des Schriftstücks folgt, ab dem der Fristbeginn vorgesehen ist.

Der Ablauftag ist in der Frist inbegriffen.

Fällt die Frist auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen gesetzlichen Feiertag, wird der Ablauftag auf den nachfolgenden Werktag verschoben.

Für die Berechnung der Fristen ist unter "Werktag" jeder Tag außer samstags, sonntags und den gesetzlichen Feiertagen zu verstehen. "

Art. 13 - In dem einleitenden Satz von Artikel 15 § 2 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 28. Februar 2019, wird zwischen die Wortfolge "werden die in Artikel 3 erwähnten Anreize in Übereinstimmung mit dem Dekret vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten" und das Wort "erstattet" die Wortfolge "nicht ausgezahlt oder sie werden" eingefügt.

Art. 14 - Artikel 17 desselben Dekrets wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt: "Im Falle eines Verfahrens zur gerichtlichen Reorganisation wird die Auszahlung des Anreizes für die Dauer des Verfahrens ausgesetzt."

Art. 15 - In demselben Dekret wird ein Artikel 17/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Art. 17/1 - § 1. Gegen Entscheidungen, die durch oder aufgrund dieses Dekrets getroffen werden, können Beschwerden eingelegt werden.

Unter Androhung der Unzulässigkeit reicht der Betrieb die Beschwerde innerhalb von dreißig Werktagen nach Erhalt des Beschlusses bei der von der Regierung benannten Stelle ein.

§ 2. Der Betrieb kann, wenn er dies in der Beschwerde beantragt, von der von der Regierung benannten Stelle in den von der Regierung vorgesehenen Formen angehört werden.

Die Beschwerde enthält die gegen den angefochtenen Beschluss vorgebrachten Beschwerdemittel und eine Abschrift dieses Beschlusses, es sei denn, es handelt sich um einen stillschweigenden Beschluss.

Die Beschwerde gegen den angefochtenen Beschluss hat keine aufschiebende Wirkung."

Art. 16 - In dasselbe Dekret wird ein Kapitel III/1 mit der Überschrift "Datenerhebung und -Verwaltung" eingefügt.

Art. 17 - In das durch Artikel 16 eingefügte Kapitel III/1 wird ein Artikel 17/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Art. 17/2 - Die von der Regierung benannte Stelle ist für die Verarbeitung personenbezogener Daten verantwortlich im Sinne von Artikel 4 Ziffer 7 der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr, und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG für die Verarbeitungen personenbezogener Daten, die für die Analyse der Akte erforderlich sind."

Art. 18 - In dasselbe Kapitel III/1 wird ein Artikel 17/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Art. 17/3 - Die Kategorien personenbezogener Daten, die für die Umsetzung des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse verarbeitet werden können, sind:

1° für den Betrieb als natürliche Person, alle Daten, die sich direkt oder indirekt auf die als Geschäftsführer des Betriebs identifizierte Person beziehen, die für die Gewährung des Anreizes oder die Kontrolle der Einhaltung der Bedingungen für die Gewährung und Aufrechterhaltung dieses Anreizes erforderlich sind;

2° die Identifizierungsdaten, einschließlich der elektronischen Identifizierung der Kontaktperson;

3° die Identifizierungsdaten des Bevollmächtigten des Betriebs;

4° die Tätigkeit des Betriebs;

5° die Angaben, die den Investitionsplan betreffen;

6° die Angaben zur Bearbeitung der Anträge auf Beihilfe, Anreize oder Entschädigungen;

7° die finanziellen Informationen, die zur Bearbeitung der Zahlungen erforderlich sind, einschließlich der Daten, die für die Berechnung und die Auszahlung der Beihilfen, Anreize und Entschädigungen benötigt werden, ausschließlich der Angaben zu den Schulden;

8° für Daten, die ein Immobiliengut betreffen, die Katasterdaten oder die Daten, die sich auf das Gut beziehen;

9° die Informationen über die bei anderen öffentlichen Behörden beantragten Beihilfen;

10° die Daten über die Erzeugung erneuerbarer Energie oder den Energieverbrauch.

Die Regierung kann die in Absatz 1 genannten Daten näher bestimmen."

Art. 19 - In dasselbe Kapitel III/1 wird ein Artikel 17/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Art. 17/4 - In dem Maße, wie es für die jeweiligen Zwecke, für die sie verarbeitet werden, erforderlich ist, werden personenbezogene Daten, die für den Nachweis der Einhaltung der in oder gemäß diesem Dekret vorgesehenen Bedingungen relevant sind, an Folgende Stellen weitergegeben:

1° an die von der Regierung bezeichneten Beamten gemäß Artikel 1 Ziffer 2 des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften für die Kontrolle der Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse;

2° an das Generalkommissariat für Tourismus, damit dieses überprüfen kann, dass keine doppelte Subventionierung desselben Betriebs für denselben Zweck vorliegt;

3° an Regierungsstellen, die sich mit verwandten Themen befassen oder Rückforderungsakten verfolgen, um ihnen die Durchführung der für ihre Aufgaben notwendigen Kontrollen und Überprüfungen zu ermöglichen;

4° an die wallonische Agentur für Export und ausländische Investitionen, damit diese überprüfen kann, welche ausländischen Investitionen auf dem Gebiet der Wallonischen Region getätigt werden.

Mit Ausnahme der personenbezogenen Daten aus Prüfungen und Studien darf die Verwaltung die Daten für statistische Zwecke und öffentliche Informationen verwenden. Der Bericht und die eingegebenen Informationen werden in aggregierter Form von der Verwaltung verwendet, um statistische Analysen, Karten oder Berichte zu erstellen, die für ihre Aufgaben erforderlich sind. Sie können auch gezielt an jede Stelle der Verwaltung weitergeleitet werden für die Gewährung von Subventionen, die Ausstellung jeder Genehmigung oder Stellungnahme, auf begründeten Antrag der betreffenden Stelle."

Art. 20 - In dasselbe Kapitel III/1 wird ein Artikel 17/5 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Art. 17/5 - Unbeschadet der Beweislast für die ordnungsgemäße Verwendung der Investitionsprämie und unbeschadet der Aufbewahrung, die für die Verarbeitung zu Archivzwecken im öffentlichen Interesse, zu wissenschaftlichen oder historischen Forschungszwecken oder zu statistischen Zwecken gemäß Artikel 89 der genannten Verordnung (EU) 2016/679 erforderlich ist, und gemäß Artikel 5.1 Buchstabe e der genannten Verordnung (EU) 2016/679 bewahrt der in Artikel 17/2 genannte für die Verarbeitung Verantwortliche die in Artikel 17/3 genannten personenbezogenen Daten zur Kontrolle der Einhaltung der rechtlichen Voraussetzungen für die Gewährung einer Bezuschussung für die personenbezogenen Daten im Zusammenhang mit einer Bezuschussung für einen Zeitraum von zehn Jahren ab dem 1. Januar des Jahres auf, das auf das Jahr des endgültigen Abschlusses des Haushalts- und Rechnungsjahres folgt, zu dem die Bezuschussung gehört.

Die in Absatz 1 genannte Aufbewahrungsdauer wird im Falle eines Gerichts- oder Verwaltungsverfahrens bis zur vollen und vollständigen Ausführung eines unanfechtbaren Beschlusses ausgesetzt. ”.

Art. 21 - Artikel 18 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017, wird durch Folgendes ersetzt: ”Art. 18 - Die Regierung informiert den Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrat der Wallonie und das Wallonische Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik jährlich über die gewährten Anreize durch eine Verbreitung auf dem Internetportal der Regierungsstellen.

Alle fünf Jahre führt die Regierung eine unabhängige Bewertung der Auswirkungen der aufgrund des vorliegenden Dekrets gewährten Anreize durch und teilt diese dem Wallonischen Parlament mit. ”.

Art. 22 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2025 in Kraft. Die Regierung kann für das Inkrafttreten ein Datum, das vor dem in Absatz 1 genannten Datum liegt, festlegen.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 25. April 2024

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen
und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2023-2024*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1664 (2023-2024) Nr. 1 bis 4
Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 24. April 2024

Diskussion
Abstimmung

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/204585]

25 APRIL 2024. — Decreet tot wijziging van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. In artikel 1, § 3, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, worden de woorden ”87 tot en met 89 van het verdrag tot instelling van de Europese Gemeenschap” vervangen door de woorden ”107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie”.

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde decreet, worden de woorden ”een bedrijfszetel in het Gewest heeft” vervangen door de woorden ”een vestigingseenheid, in de zin van artikel I.2, 16^o, van het Wetboek van economisch recht, in het Gewest heeft”.

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt: ”Art. 3. De incentives nemen de vorm aan van een investeringspremie of van een vrijstelling van de onroerende voorheffing. De investeringspremie en de vrijstelling van de onroerende voorheffing kunnen samengevoegd worden.

Zij worden toegewezen krachtens eenzijdige beslissingen en de wijze waarop de incentive toegekend wordt, maakt het voorwerp uit van een beslissing of een overeenkomst gesloten tussen de partijen.

De incentives worden toegekend met inachtneming van de regelgeving inzake Staatssteun, op basis van artikel 107 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie

Voor eenzelfde investeringsprogramma mag de onderneming het voordeel van de incentives niet samenvoegen met de steun die zij gekregen heeft krachtens andere gewestelijke decreet- of regelgeving.

In afwijking van het vierde lid kunnen de incentives worden samengevoegd met Europese fondsen of met financieringen die worden toegekend door de vennootschappen bedoeld bij het decreet van 19 oktober 2022 betreffende de gewestelijke maatschappijen voor economische ontwikkeling en de gespecialiseerde maatschappijen. ”.

Art. 4. Artikel 4 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 6 april 2023, wordt vervangen door wat volgt: ”Art. 4. Om in aanmerking te komen voor de incentives dient de onderneming:

1° ofwel een natuurlijke persoon die een zelfstandig beroep uitoefent of een tussen die personen gevormde vereniging;

2° ofwel een van de vennootschappen opgesomd in artikel 1: 5, § 2, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen of opgericht naar het recht van een Lidstaat van de Europese Unie;

3° ofwel een vereniging zonder winstoogmerk bedoeld in Boek 9 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen die een vestigingseenheid bedoeld in artikel I.2., 16°, van het Wetboek van economisch recht, in het Waals Gewest heeft:

a) die BTW-plichtig is;

b) die een economische activiteit uitoefent, namelijk een activiteit bestaande in het aanbieden van goederen of diensten op een bepaalde markt;

c) waarvan de financiering uit publieke bronnen niet meer dan vijftig procent bedraagt, met uitzondering van werkgelegenheidssteun.

De publiekrechtelijke rechtspersoon en de vereniging van gemeenten, ongeacht haar rechtsvorm, zijn uitgesloten van het voordeel van de incentives bedoeld bij dit decreet. De vennootschap die de hoedanigheid heeft van aanbestedende overheid in de zin van artikel 2, 1°, van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, wordt gelijkgesteld met de publiekrechtelijke rechtspersoon. ”.

Art. 5. In artikel 5, vijfde lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden ”, na een evaluatie die hij minstens driejaarlijks verricht, meer bepaald op grond van de jaarlijks aan de Waalse Gewestraad overgemaakte verslagen,” vervangen door de woorden ”, op basis van de evaluatie bedoeld in artikel 18,”.

Art. 6. Artikel 6 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt: ”Art. 6. De Regering kan incentives toekennen aan de onderneming die minstens een bedrijfseenheid in het Waalse Gewest heeft en die een investeringsprogramma verwezenlijkt om één of meerdere van de volgende doelstellingen inzake milieubescherming te bereiken, waaronder het duurzaam gebruik van energie:

1° het verminderen of voorkomen van vervuiling, negatieve gevolgen voor het milieu of andere schade aan de fysieke omgeving, inclusief lucht, water en bodem, ecosystemen of natuurlijke hulpbronnen als gevolg van menselijke activiteiten, met inbegrip van maatregelen om de klimaatverandering te verzachten of het risico van dergelijke schade te verminderen;

2° het beschermen en herstellen van de biodiversiteit of het leiden tot een rationeler gebruik van natuurlijke hulpbronnen, door het bevorderen van energiebesparing en het gebruik van hernieuwbare energiebronnen, elke techniek die bedoeld is om de uitstoot van broeikasgassen en andere verontreinigende stoffen te verminderen, of modellen voor de circulaire economie om het gebruik van grondstoffen te verminderen en de efficiëntiewinst te vergroten;

3° de versterking van het aanpassingsvermogen en de kwetsbaarheid voor klimaateffecten zoveel mogelijk verminderen. ”.

Art. 7. Artikel 7 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, wordt vervangen door wat volgt: ”Art. 7. De Regering bepaalt de in aanmerking komende categorieën investeringen om de doelstellingen van artikel 6 te bereiken. Hierin staan de voorwaarden en bepalingen. ”.

Art. 8. In artikel 8 van hetzelfde decreet, worden het tweede, het derde en het vierde lid vervangen door wat volgt: ”De investeringspremie wordt uitgedrukt in een percentage van de in aanmerking komende investeringskosten en mag de volgende intensiteitspercentages niet overschrijden:

1° vijftig procent inzake milieubescherming;

2° vijfenveertig procent inzake duurzaam energiegebruik.

Naast de in het tweede lid vastgestelde maximale intensiteitspercentages kan een bonus worden toegekend in de door de Regering bepaalde gevallen en binnen de volgende grenzen:

1° vijf procent indien de onderneming zich in de regio's bevindt die vallen onder artikel 107, paragraaf 3, c), van het verdrag betreffende de werking van de Europese Unie;

2° vijftien procent indien de onderneming zich in de regio's bevindt die vallen onder artikel 107, paragraaf 3, a), van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie;

3° tien procent als het een middelgrote onderneming betreft;

4° twintig procent als het een kleine onderneming betreft.

De Regering bepaalt de percentages bedoeld in het tweede en in het derde lid volgens de investeringscategorieën die zij bepaalt, rekening houdend met de prioriteiten van het gewestelijk beleid.

De maximumpercentages bedoeld in het tweede en in het derde lid zijn niet van toepassing wanneer de incentive wordt toegekend in het kader van een mededingingsprocedure. ”.

Art. 9. In artikel 9 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° in het eerste lid worden de woorden ”, voor een periode van ten hoogste vijf jaar,” ingevoegd tussen de woorden ”een vrijstelling van de onroerende voorheffing” en de woorden ”voor de onroerende goeden toekennen”;

2° het tweede en het derde lid worden opgeheven;

3° in het vierde lid, worden de woorden "De duur bedoeld in het tweede en het derde lid wordt berekend" vervangen door de woorden "De duur bedoeld in het eerste lid wordt berekend".

Art. 10. In artikel 11 van hetzelfde decreet, wordt de zin "Zij worden opgenomen in de overeenkomst bedoeld in artikel 3, tweede lid." opgeheven.

Art. 11. In artikel 14 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het besluit van 9 februari 2006, wordt het derde lid opgeheven.

Art. 12. Er wordt een artikel 14/1 in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 14/1. De termijnen bedoeld bij dit decreet of bedoeld in uitvoering van dit decreet beginnen te lopen de dag volgend op de ontvangst van het stuk waarvan wordt bepaald dat de termijn begint te lopen.

De vervalddag wordt meegerekend in de termijn.

De vervalddag wordt naar de eerstvolgende werkdag verschoven indien die termijn op een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag eindigt.

Voor de toepassing van de termijnen, wordt verstaan onder "werkdag" iedere dag, met uitzondering van zaterdag, zondag en de wettelijke feestdagen. "

Art. 13. In artikel 15, § 2, inleidende zin, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 28 februari 2019, worden de woorden "worden niet vereffend of" ingevoegd tussen de woorden "De incentives bedoeld in artikel 3" en de woorden "worden terugbetaald overeenkomstig het decreet van 15 december 2011".

Art. 14. Artikel 17 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt: "In geval van een procedure van gerechtelijke reorganisatie, wordt de vereffening van de incentive opgeschort voor de duur van de procedure. "

Art. 15. Er wordt een artikel 17/1 in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 17/1. § 1. Tegen beslissingen genomen bij of krachtens dit decreet, kan beroep worden aangetekend.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid dient de onderneming het beroep binnen dertig werkdagen na ontvangst van de beslissing in bij de door de Regering aangewezen dienst.

§ 2. De onderneming kan, indien zij er in het beroep om verzoekt, worden gehoord door de door de Regering aangewezen dienst op de door de Regering vastgestelde wijze.

Het beroep bevat de middelen die ingeroepen worden tegen de omstreden beslissing, evenals een afschrift van die beslissing behalve bij een impliciete beslissing.

Het beroep tegen de bestreden beslissing heeft geen schorsende kracht. "

Art. 16. In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk III/1 ingevoegd, met als opschrift "Inzameling en beheer van gegevens".

Art. 17. In hoofdstuk III/1, ingevoegd bij artikel 16, wordt een artikel 17/1 ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 17/2. De door de Regering aangewezen dienst is verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens in de zin van artikel 4, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG voor de verwerkingen van persoonsgegevens die nodig zijn voor de analyse van de dossiers. "

Art. 18. In hetzelfde hoofdstuk III/1 wordt een artikel 17/3 ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 17/3. De categorieën persoonsgegevens die waarschijnlijk zullen worden verwerkt voor de uitvoering van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan zijn:

1° voor de onderneming als natuurlijk persoon, alle gegevens die direct of indirect betrekking hebben op de persoon geïdentificeerd als beheerder van de onderneming die nodig zijn voor het toekennen van de incentive of voor het toezicht op de naleving van de voorwaarden van toekenning en instandhouding van deze incentive;

2° identificatiegegevens, met inbegrip van de elektronische identificatie van de contactpersoon;

3° de identificatiegegevens van de mandataris van de onderneming;

4° de activiteit van de onderneming;

5° de gegevens met betrekking tot het investeringsplan;

6° gegevens met betrekking tot de verwerking van aanvragen om steun, incentives of vergoedingen

7° de financiële informatie die noodzakelijk is voor het beheer van de betalingen, met inbegrip van de gegevens die zijn verkregen met het oog op de berekening en de betaling van de steun, de incentives en de vergoedingen, en met uitzondering van de inlichtingen met betrekking tot hun schulden;

8° voor gegevens met betrekking tot een onroerend goed, de kadastrale gegevens of de gegevens met betrekking tot het goed;

9° informatie met betrekking tot de steun die wordt aangevraagd bij andere openbare besturen;

10° gegevens met betrekking tot de productie van hernieuwbare energie of energieverbruik.

De Regering kan de gegevens bedoeld in het eerste lid nader bepalen. "

Art. 19. In hetzelfde hoofdstuk III/1 wordt een artikel 17/4 ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 17/4. Voor zover dit nodig is voor de doeleinden waarvoor ze worden verwerkt, worden persoonsgegevens die relevant zijn voor het certificeren van de naleving van de voorwaarden bedoeld bij of krachtens dit decreet, meegedeeld aan:

1° de ambtenaren aangewezen door de Regering overeenkomstig artikel 1, 2°, van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen voor de controle op de toepassing van dit decreet en zijn uitvoeringsmaatregelen;

2° het Commissariaat-generaal voor Toerisme zodat het kan nagaan of er geen dubbele subsidiëring is van eenzelfde bedrijf voor hetzelfde doel;

3° de diensten van de Regering die zich bezighouden met aanverwante zaken of die toezicht houden op terugvorderingszaken, om hen in staat te stellen de voor hun opdracht noodzakelijke controles en verificaties uit te voeren;

4° het Waals Agentschap voor Uitvoer en Buitenlandse Investeringsen zodat het kan nagaan welke buitenlandse investeringen op het grondgebied van het Waalse Gewest zijn gedaan.

Met uitzondering van persoonsgegevens uit audits en studies, kan de administratie de gegevens gebruiken voor statistische en openbare informatiedoelinden. De administratie gebruikt het rapport en deze gecodeerde informatie samen om statistische analyses, kaarten of rapporten te produceren die nodig zijn voor haar opdrachten. Ze kunnen worden doorgestuurd naar elke dienst van de administratie, specifiek met het oog op het verlenen van subsidies of het afgeven van vergunningen of adviezen, op gemotiveerd verzoek van de betrokken dienst. ”.

Art. 20. In hetzelfde hoofdstuk III/1 wordt een artikel 17/5 ingevoegd, luidend als volgt: “Art. 17/5. Onverminderd de bewijslast van het juiste gebruik van de investeringspremie en onverminderd de bewaring noodzakelijk voor de verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden bedoeld in artikel 89 van voornoemde Verordening (EU) 2016/679, en overeenkomstig artikel 5.1, e), van voornoemde Verordening (EU) 2016/679, worden de persoonsgegevens bedoeld in artikel 17/3, met het oog op het toezicht op de naleving van de wettelijke subsidievoorwaarden voor persoonsgegevens met betrekking tot een subsidie, gedurende een periode van tien jaar vanaf 1 januari van het jaar volgend op dat van de definitieve afsluiting van het begrotings- en boekjaar waarop de subsidie betrekking heeft, door de verantwoordelijke van de verwerking bedoeld in artikel 17/2 bewaard.

De in lid 1 bedoelde bewaringstermijn wordt in geval van een gerechtelijke of administratieve procedure opgeschort totdat een beslissing waartegen geen beroep mogelijk is, volledig en onherroepelijk is uitgevoerd. ”.

Art. 21. Artikel 18 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017, wordt vervangen door wat volgt: “Art. 18. De Regering informeert jaarlijks de “Conseil économique, social et environnemental de Wallonie” (Economische, sociale en milieuraad van Wallonië) en het “Institut wallon de l’évaluation, de la prospective et de la statistique” (Waals Instituut voor Evaluatie, Toekomstverwachting en Statistiek) over de toegekende incentives door ze te publiceren op het portaal van de diensten van de Regering.

Om de vijf jaar voert de Regering een onafhankelijke evaluatie uit van de impact van de incentives die krachtens dit decreet worden toegekend en deelt deze mee aan het Waalse parlement. ”.

Art. 22. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2025. De Regering kan een vroegere datum van inwerkingtreding dan die vermeld in lid 1 vaststellen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 25 april 2024.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie
en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Waalse Parlement 1664 (2023-2024) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 24 april 2024.

Bespreking.

Stemming.